

# TOUS ENSEMBLE DANS L'ACTION

## Mardi 28 mars : Grève nationale interprofessionnelle

A l'appel de FSU, CFDT, CGT, FO, CFTC, CGC, UNSA, SOLIDAIRES, CE, UNL, FIDL

### **Pour le retrait du CPE, Pour une autre politique pour la jeunesse.**

Appeler à la grève le 28 ne signifie pas apporter un soutien aux justes revendications des étudiants et lycéens, mais surtout faire converger des revendications communes en appelant ensemble à l'action.

**Personnels de l'éducation nous sommes concernés comme citoyens** sur une mesure qui institutionnalise la précarité (le CPE, c'est une période d'essai de 2 ans, avec possibilité de licenciement sans justification). C'est une nouvelle pierre dans l'édifice, avec le CNE et tous les dispositifs de précarisation qui concernent non seulement le secteur privé mais aussi le public où 16 % des personnels sont sous contrat court !

**Mais nous le sommes également** par la volonté de casser l'Ecole, qui s'inscrit dans cette logique de précarisation et d'exclusion. La loi dite sur « l'égalité des chances », outre le CPE, prévoit également l'abandon de la scolarité obligatoire à 16 ans, l'apprentissage junior à 14 ans, et le travail de nuit à 15 ans ! C'est la poursuite de la loi Fillon qui prétend instaurer un socle commun pour les élèves défavorisés, des mesures Robien qui non seulement dynamitent les ZEP mais créent des collèges ghettos avec le dispositif EP1.

**Ces mesures vont dans le même sens : casser les solidarités, individualiser les problèmes, renoncer à toute perspective de progrès pour tous.** C'est sous cet angle qu'il faut analyser la casse des services publics et notamment de l'Education Nationale, où 4500 postes ont encore été supprimés, où l'on prévoit de ne remplacer qu'un départ à la retraite sur 2 en baissant de façon dramatique les postes aux concours). Trop nombreux, les fonctionnaires sont aussi trop payés : le ministère multiplie les audits sur les examens, les horaires, les décharges, avec une seule préoccupation qui est de baisser les dépenses, au prix de la qualité du service public. Mais pour parfaire l'édifice, il réintroduit le mérite pour la hors classe, dont l'effet immédiat sera de vouer des centaines de collègues à un salaire de fin de carrière équivalent à 2.5 fois le SMIC.

**A l'issue de la manifestation, AG FSU au local des CEMEA à partir de 17h30,**

Organisation des bus (consulter le site [www.lille.snes.edu](http://www.lille.snes.edu) pour plus de précisions)

- CALAIS : 13h Hôtel de Ville
- GRANDE SYNTHE : 13 H 30 parking Auchan/Boulangier
- LENS : 13 h 30 place du Cantin
- BETHUNE : rendez-vous 12h 45 départ 13 h Place Foch.
- Cambrai 13h hôtel de ville
- Douai 13h45, Place du Barlet

**Manifestation à Lille 14h 30 porte de Paris**

(consulter le site pour les autres manifestations prévues le 28 mars)

## Mercredi 29 mars : Manifestation académique contre les suppressions de postes

A l'appel de FSU, CFDT, CGT, FO, CFTC, CGC, UNSA, SUD, EIL, FAEN.

Il y a quelques semaines, le rectorat annonçait la perte de 749 postes. **Après les différents CTP, cela se traduirait à la rentrée par la suppression de 800 postes, environ 500 mesures de cartes scolaire, et des centaines de postes à complément de service.**

On peut concrètement mesurer l'aggravation des conditions de travail : dans la grande majorité des établissements où des postes sont supprimés, les effectifs grimperont à la rentrée. Cela signifie toujours plus de regroupements aberrants en LV, toujours plus d'options supprimées, de difficultés pour assurer les enseignements obligatoires.

**Depuis janvier, les luttes se sont multipliées (grèves, occupations, journées mortes..) permettant de démonter le mensonge officiel sur le maintien des moyens dans les établissements, notamment dans les collèges relevant de l'éducation prioritaire, classés ou non EP1. Partout les moyens sont en baisse !**

Tout en s'inscrivant dans les luttes contre le CPE, l'intersyndicale propose de poursuivre les actions éducation et a présenté au recteur ses revendications.

- Rendre les moyens supprimés en collège (5<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup>), permettre le travail en groupes, assurer l'aide aux élèves en difficulté.
- Assurer des conditions d'encadrement acceptables (20 en collèges REP, 24 élèves maximum en collèges, 30 en lycées).

L'application de ces mesures entraînerait non seulement le retrait des suppressions mais même des créations de postes. Mais pourquoi faudrait-il se résigner à la dégradation de la situation que nous connaissons depuis 10 ans ? Faut-il rappeler la baisse de l'investissement éducatif dans le PIB depuis 1999 ?

Lors de la manifestation, nous invitons les représentants des établissements en lutte à préparer des interventions orales (en avertir le S3 pour l'organisation). Nous demandons également aux S1 de relancer les députés. Le budget voté se révélant insuffisant, il faut l'abonder par un collectif budgétaire !

Etre nombreux le 29, c'est être solidaires avec les collègues menacés, c'est aussi affirmer notre volonté de renforcer le service public d'éducation pour tous les jeunes ! C'est affirmer haut et fort le droit pour tous les jeunes de la région à une formation de qualité.

**Manifestation à Lille, 15h, place de la République**

